

doc
CA1
EA
68P66
FRE

EXTERNAL AFFAIRS
AFFAIRES EXTERIEURES
OTTAWA
LIBRARY/BIBLIOTHEQUE

DOCS
CA1 EA 68P66 FRE
Canada. Mission ministerielle en
Amerique latine
Rapport preliminaire de la Mission
ministerielle en Amerique latine c
27 octobre au 27 novembre 1968. --
43205180

no. 2 Fr M

.b1603711

EXTERNAL AFFAIRS
AFFAIRES EXTERIEURES
OTTAWA
LIBRARY / BIBLIOTHEQUE

Rapport préliminaire de la
mission ministérielle en
Amérique latine

du 27 octobre au 27 novembre 1968

acc. no. 25,423

acc no 25,423

43-205-180

JX1476 Acc. no. 25,423
.L35F
c.2
**LIBRARY - OF - THE
DEPARTMENT - OF
EXTERNAL AFFAIRS**

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
I. INTRODUCTION	
Historique	1
Portée du présent rapport	2
II. LA MISSION ET SON OEUVRE	
Origine et objectifs	3
Composition de la mission	4
Itinéraire	4
La mission et la révision de la politique extérieure	5
Autres objectifs atteints	6
III. ETAT ACTUEL DES RELATIONS DU CANADA AVEC L'AMERIQUE LATINE	
Historique	8
Historique des relations commerciales et diplomatiques	8
Relations actuelles avec les organismes interaméricains	10
Etendue actuelle des consultations politiques	10
Rôle actuel du Canada dans le développement économique de l'Amérique latine	11
Situation actuelle des relations culturelles	12
Echanges scientifiques	12
Echanges culturels	12
Renseignements destinés au public	13
Déplacements de personnes	13
IV. IMPRESSIONS DE LA MISSION: QUELQUES POSSIBILITES FUTURES	
Affaires politiques	14
La situation politique de l'Amérique latine	14
Questions internationales	15
Questions intéressant l'hémisphère	17
Situation générale de l'hémisphère	17
Relations avec Cuba	18
Groupements régionaux	18
La question de l'affiliation du Canada à L'OEA	19
Consultation future sur les affaires politiques	19
Aide au développement	20
L'Agence Canadienne de Développement International	20
Aide du gouvernement canadien aux organismes privés	22
Maisons canadiennes de consultation en Amérique latine	22
Rôle canadien possible dans le domaine de l'assistance technique	23

Affaires commerciales et économiques	23
Généralités	23
Coopération multilatérale	24
Politiques économiques de l'Amérique latine	25
Commerce bilatéral	25
Importations au Canada	26
Exportations canadiennes	27
Financement de l'exportation	31
Affaires culturelles	32
Généralités	32
Echanges universitaires et scientifiques	33
Les arts	33
Cinéma, radio et télévision	34
Echanges de personnes	34
Programme pour l'avenir	34
Information	35
V. CONCLUSION	
Le groupe spécial	36
Mesures possibles et solutions de rechange	36
Relations politiques	36
Relations commerciales et économiques	36
Aide au développement	37
Coopération scientifique	37
Relations culturelles	38
Déplacements des personnes	38
Information	38
Représentation officielle du Canada en Amérique latine	38
Contribution de personnes et de groupes non gouvernementaux à la formulation des politiques	38
ANNEXE I	39
ANNEXE II	40

PROJET
RAPPORT PRÉLIMINAIRE DE LA
MISSION MINISTÉRIELLE EN
AMÉRIQUE LATINE

du 27 octobre au 27 novembre 1968

I. Introduction

Historique

Le 29 novembre, le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait à la Chambre des communes, sur la mission ministérielle en Amérique latine et sur son activité, une déclaration que les partis de l'Opposition ont ensuite commentée. Plus tard le même jour, le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures et d'autres ministres, membres de cette mission, ont rencontré des journalistes et répondu à leurs questions.

Voici un extrait de la déclaration qu'a faite à la Chambre le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures:

"J'ai le plaisir de vous annoncer que la mission a atteint les objectifs que le Premier ministre avait établis pour elle avant son départ. C'est le désir du gouvernement de déterminer, dans les plus brefs délais, comment les possibilités présentes peuvent se traduire en actes dans le cadre de la vaste révision de notre politique étrangère. Les membres de la mission ministérielle vont maintenant réfléchir sur ce qu'ils ont trouvé et sur ce qu'ils ont vu et entendu et feront prochainement un rapport là-dessus au gouvernement. Je voudrais établir clairement que le gouvernement a l'intention, avant de terminer la révision de sa politique à l'endroit de l'Amérique latine, de consulter les personnes et les groupes du Canada qui s'intéressent à cette région et, au Parlement, de soumettre cette révision à un examen critique en comité. Ce faisant, le gouvernement accueillera les instances et les observations de tous...

Un rapport préliminaire sur le travail de la mission est en voie de préparation. Je le déposerai dès qu'il sera prêt."

Le présent document est le rapport préliminaire dont a parlé le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures; déposé à la Chambre des communes, il sera mis à la disposition de la presse et du public dans l'espoir que les députés et les personnes de l'extérieur que la question intéresse pourront y trouver des renseignements leur permettant de mieux réfléchir sur les relations futures du Canada avec l'Amérique latine.

Portée du présent rapport

Le présent rapport préliminaire s'en tient à des impressions d'ensemble et aux premières indications de certaines possibilités de collaboration future.

Dans le cadre d'une révision de notre politique, la mission avait d'abord pour objet de recueillir des renseignements de première main sur les moyens propres à favoriser des relations plus étroites avec les pays d'Amérique latine et une meilleure compréhension des problèmes à résoudre, afin d'aider le gouvernement à prendre les décisions nécessaires en matière de politique. De plus, la mission s'est intéressée aux mesures et aux projets particuliers dont la mise en oeuvre est compatible avec les principes et les méthodes actuels. Le présent document renferme quelques exemples de constatations faites à ce double point de vue. Cependant, le travail de la mission doit être considéré surtout comme une contribution à la révision proprement dite de la politique.

La révision de la politique porte sur les relations du Canada avec l'ensemble de l'Amérique latine et doit envisager, à la fois, ses relations bilatérales avec les pays latino-américains et ses relations présentes ou possibles avec des groupes régionaux ou des organismes multilatéraux du système interaméricain. Voilà pourquoi, tout en s'intéressant particulièrement aux neuf pays visités, la mission s'est quand même préoccupée des problèmes propres à de très vastes régions ou à l'hémisphère entier.

II La mission et son oeuvre

Origine et objectifs

L'examen des relations du Canada avec l'Amérique latine fait partie intégrante de la révision globale de la politique étrangère qu'a entreprise le gouvernement. Dans le cas de l'Amérique latine, il était nécessaire de prendre des mesures spéciales pour obtenir les renseignements qui nous permettraient de faire une révision sérieuse de nos relations et une appréciation réaliste des perspectives d'avenir. Bien que le Canada possède des missions diplomatiques dans tous les pays visités et dans d'autres pays d'Amérique latine, le gouvernement canadien n'a jamais eu avec l'Amérique latine les contacts intimes et continus qu'il a, par exemple, avec les pays d'Europe. C'est pour cette raison et pour d'autres motifs exposés ci-dessous qu'il a été décidé, en mai dernier, d'envoyer une mission ministérielle en Amérique latine avant la fin de 1968.

Peu de temps avant le départ de la mission à la fin d'octobre, le Premier ministre déclarait que celle-ci avait pour objet d'aider le gouvernement à réexaminer sa politique à l'égard de l'Amérique latine, partie du monde avec laquelle le Canada doit nouer, estime-t-on, des relations plus étroites. Parmi les tâches qui lui incombait, la mission devait notamment

- étudier les avantages communs qui pourraient résulter de relations plus étroites avec l'Amérique latine;
- examiner tous les importants aspects politiques, économiques et culturels des relations du Canada avec l'Amérique latine;
- manifester notre désir de rapprochement avec les pays de l'Amérique latine, sur une base bilatérale, et souligner l'importance que nous attachons à nos relations avec l'hémisphère considéré dans son ensemble;
- permettre aux ministres d'avoir des consultations directes avec d'importants dirigeants latino-américains et observer de première main ce qui se passe dans certains des principaux pays de l'Amérique latine;
- faire l'examen non seulement de nos relations avec les pays de l'Amérique latine, mais aussi des questions mondiales dans lesquelles ces pays et le Canada ont un commun intérêt, et
- faire mieux connaître le Canada en Amérique latine et susciter parmi les Canadiens une meilleure compréhension de l'Amérique latine.

Composition de la mission

Pour atteindre ces objectifs, il fallait déléguer des ministres ayant compétence en matière de politique étrangère, de commerce, de questions économiques et d'affaires culturelles, secondés par des hauts fonctionnaires des ministères et organismes de l'Etat que ces questions intéressent particulièrement. Afin d'obtenir une vue d'ensemble de nos relations avec l'Amérique latine, la mission a, pendant son séjour, visité le plus grand nombre possible de pays.

Cinq ministres participaient à la mission: le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp; le ministre du Commerce, M. Jean-Luc Pepin; le ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources, M. J.J. Greene; le secrétaire d'Etat, M. Gérard Pelletier; et M. Otto Lang, ministre d'Etat dont les attributions touchent à l'industrie et au commerce. Le secrétaire parlementaire du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Jean-Pierre Goyer, y a également pris part. La mission a organisé son programme de façon qu'au moins trois ministres rendent visite à chaque pays. Ainsi, les principaux secteurs d'activité, - politique, économique et culturel, - ont toujours été bien servis.

Les ministres étaient secondés par des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures, du ministère de l'Industrie et du Commerce et du Secrétariat d'Etat, ainsi que de l'Agence canadienne de développement international, de la Société d'assurance des crédits à l'exportation, du Conseil des Arts, de la Galerie nationale, de l'Office national du film et de Radio-Canada. La plupart de ces fonctionnaires ont fait partie de la mission pendant toute sa durée.

Les principaux organes d'information publique du Canada ont été invités à envoyer des représentants auprès de la mission: y ont pris part, pendant la totalité ou une partie de sa durée, des délégués du réseau français et du service international de Radio-Canada, du Toronto Telegram, de la Southam Press, ainsi qu'une équipe de l'émission télévisuelle "The Way It Is" de Radio-Canada.

La mission a voyagé dans un avion affrété d'Air Canada, piloté par un équipage de cette société.

Itinéraire

La mission a visité neuf pays: six en Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Pérou et Venezuela); un en Amérique du Nord (Mexique); et deux en Amérique centrale (Costa Rica et Guatemala). La tournée a duré un mois.

La mission et la révision de la politique extérieure

Les préparatifs considérables de la mission et le travail accompli par la mission elle-même constituaient la première étape de la révision de notre politique à l'endroit de l'Amérique latine. Ces préparatifs se sont poursuivis pendant trois mois avant le départ de la mission, en collaboration avec tous les ministères et organismes participants. On a consulté d'autres ministères et organismes et obtenu les avis d'ambassadeurs du Canada en Amérique latine. L'histoire des relations du Canada avec l'Amérique latine, et plus particulièrement avec les divers pays et régions que la mission devait visiter, a été étudiée et les renseignements les plus utiles au travail de la mission ont été mis à la disposition de ses membres sous forme de résumés.

Cette première étape, qui a pris fin avec la mission elle-même, a donné d'excellents résultats. Certains projets réalisables dans le cadre des politiques et méthodes actuelles ont été identifiés, quelques-uns d'entre eux ont été menés à bien et les autres le seront sans tarder. De façon plus générale, la mission devrait fournir au gouvernement quelques réponses au moins à certaines des questions touchant les relations du Canada avec l'Amérique latine qui préoccupent depuis un moment les Canadiens intéressés à cette région du monde. La mission a pu se faire une meilleure idée du rôle que le Canada pourrait le mieux jouer dans les affaires de l'Amérique latine et a entrevu plus clairement la place que l'Amérique latine, - prise globalement -, et les pays de cette région, - pris séparément -, pourraient tenir dans le cadre général des relations extérieures du Canada.

A l'heure actuelle, les membres de la mission analysent et agencent leurs constatations en vue d'aider le gouvernement à poursuivre la révision de sa politique à l'endroit de l'Amérique latine; en agissant ainsi à titre officiel, ils jouent le rôle d'équipe spéciale pour cette étape de la révision de la politique extérieure. Grâce à l'expérience acquise au cours de la mission et de l'information recueillie, ils pourront étudier sous peu les diverses options politiques et, en temps utile, soumettre des propositions au gouvernement. En accomplissant cette tâche, ils consultent les ministères et organismes de l'Etat, ainsi que nos ambassadeurs dans les pays de l'Amérique latine.

En outre, le gouvernement désire consulter, au sein de la collectivité canadienne, les particuliers et les groupes intéressés et il se propose de soumettre cette révision à l'examen critique du comité parlementaire des Affaires extérieures et de la Défense nationale; à cette fin, il prend des dispositions qui lui permettront de consulter des représentants du monde universitaire et du monde des affaires.

L'équipe spéciale s'intéresse également à un programme complémentaire visant des projets particuliers déjà à l'étude avant le départ de la mission pour l'Amérique latine ou ayant été identifiés au cours de la tournée.

Autres objectifs atteints

A d'autres égards, la mission a déjà atteint ses objectifs. Sa seule présence en Amérique latine, pour une période assez longue, témoigne de l'importance que le gouvernement canadien attache à ses relations avec les pays de l'hémisphère occidental. La variété de ses intérêts, à la fois politiques, économiques et culturels, constituait peut-être un élément nouveau. Son désir d'étudier toute la gamme des questions que le Canada et les pays de l'Amérique latine ont en commun a provoqué une réaction enthousiaste et empressée dans toutes les capitales visitées.

La mission a étudié non seulement des questions d'intérêt commun, mais un bon nombre des problèmes politiques et économiques fondamentaux qui préoccupent au plus haut point les gouvernements actuels dans leur recherche du bien-être social, de la paix et de la stabilité mondiale. Cet effort de compréhension et ce souci commun d'une juste appréciation du point de vue et de la pensée de l'autre ont caractérisé les entretiens qu'a eus la mission avec tous les pays visités.

Le nombre et le choix des membres de la mission étaient tels que, tant à l'échelon ministériel qu'au niveau des fonctionnaires, il a été possible dans l'espace de deux ou trois jours de travail d'établir des rapports directs avec de nombreux hauts fonctionnaires chargés d'orienter la politique de leur pays dans des domaines d'intérêt commun.

Dans chacun des pays, les ministres ont été reçus par le président et ont eu des entretiens avec les ministres des gouvernements d'accueil. Des hauts fonctionnaires ont aussi assisté à ces réunions, qui prenaient parfois le caractère de réunion intime. Dans la plupart des pays, les membres de la mission se sont entretenus avec des dirigeants des corps législatifs. Certains membres du groupe ont pris part à des réunions particulières ou à des visites d'endroits ou de pays voisins non prévus dans l'itinéraire officiel.

Dans le domaine politique, la mission a abordé des sujets qui intéressent l'hémisphère et des problèmes internationaux courants. Dans le domaine du commerce et de l'économie, la mission a examiné des aspects du commerce multilatéral et bilatéral, des finances et des investissements. Partout, elle a constaté que le développement est un souci majeur des gouvernements. Dans le domaine culturel, auquel l'Amérique latine attache elle aussi une grande importance, la mission s'est penchée sur une grande variété de sujets, depuis la recherche scientifique jusqu'à la production cinématographique. Tous ces entretiens ont porté sur des possibilités bien précises ainsi que sur des considérations d'ordre général.

Bien que la mission ait traité surtout avec les gouvernements, elle a prêté une attention particulière aux institutions privées qui, tant en Amérique latine qu'au Canada, jouent un rôle important dans le développement de nos relations mutuelles. Elle a rencontré, par exemple, des membres de Chambres de commerce, des recteurs d'université, des conservateurs de musée et d'importants représentants du monde des arts, ainsi que des hommes d'affaires, des missionnaires et d'autres travailleurs bénévoles canadiens. Lors de toutes ces rencontres, la mission a été vivement frappée par le rôle important que particuliers et groupes privés peuvent jouer dans la poursuite d'objectifs chers à la fois aux peuples du Canada et des pays de l'Amérique latine.

La plupart des entretiens de la mission ont eu lieu avec les gouvernements nationaux ou avec des personnes travaillant dans un contexte national. Toutefois, la mission a également eu des pourparlers fructueux avec des représentants gouvernementaux qui s'occupaient d'organisations régionales telles que l'Association latino-américaine de libre échange (ALALC), le Groupe des Andes, le Groupe de la Plata, le Marché commun d'Amérique centrale et la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), organisme des Nations Unies. La mission a examiné les possibilités pour le Canada de participer au développement économique régional auquel ces organismes travaillent.

Dans chacun des pays visités, la mission a été accueillie avec chaleur et hospitalité. L'atmosphère des pourparlers a toujours été cordiale, franche et, en règle générale, sans formalité. Les membres de la mission ont entamé, avec leurs homologues de l'Amérique latine, un dialogue qu'ils ont bien l'intention de poursuivre.

La mission a reçu une grande publicité dans chacun des pays visités. Les ministres ont tenu une conférence de presse dans chaque pays et, à une occasion, des conférences distinctes se sont déroulées dans trois villes différentes. Ces conférences ont attiré de nombreux représentants de la presse locale et de journaux et d'agences de nouvelles de l'étranger, ainsi que les journalistes canadiens qui accompagnaient la mission. A n'en pas douter, la présence de la mission a été ressentie en Amérique latine.

On ne peut qu'espérer que la mission et son travail auront contribué, si modestement que ce soit, à mieux faire connaître et comprendre au Canada l'Amérique latine et son peuple et, partant, à mieux faire juger jusqu'à quel point le Canada partage les mêmes intérêts et objectifs que ces pays.

Il est un trait de la mission qui mérite d'être mentionné. Elle a été une fidèle manifestation à l'étranger de la réalité du Canada d'aujourd'hui. Presque tous les membres de la mission parlaient le français et l'anglais. En outre, bon nombre savaient parler l'espagnol ou le portugais.

III Etat actuel des relations du Canada avec l'Amérique latine

Historique

La mission a entrepris son travail, consciente du fait que le Canada entretient déjà de bons rapports avec les pays de l'Amérique latine, mais consciente aussi du fait que, à l'exception de un ou deux pays qui du point de vue géographique sont plus près du Canada que les autres et que les Canadiens visitent assez fréquemment, ces rapports ne sont pas aussi étroits qu'ils pourraient l'être. Cette situation s'explique en partie par la distance, en partie par le fait que du point de vue géographique le Canada est séparé de l'Amérique latine par les Etats-Unis et en partie par les soucis d'ordre historique du Canada d'une part et des pays de l'Amérique latine de l'autre. Quelques Canadiens, des hommes d'affaires et des missionnaires pour la plupart, s'intéressent activement à l'Amérique latine depuis fort longtemps. Des banques et des compagnies d'assurances sont établies depuis bon nombre d'années dans divers pays et, depuis quelque temps, il y a eu des investissements considérables du Canada dans certaines parties de l'Amérique latine. Depuis longtemps aussi, le Canada entretient un important commerce avec plusieurs pays latino-américains et il avait déjà établi des Bureaux de commissaires commerciaux dans certains pays de cette région avant la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, c'est sans doute seulement depuis cette Seconde Guerre que le Canada et les pays de l'Amérique latine ont réellement commencé à découvrir les intérêts qu'ils ont en commun, tant à l'échelle de l'hémisphère que sur le plan international.

Historique des relations commerciales et diplomatiques

Le Canada a commencé à s'intéresser à l'Amérique latine lors de la Seconde Guerre mondiale. En 1940, il n'était pas assuré que la guerre ne jetterait pas l'ensemble de l'hémisphère occidental dans une condition d'isolement défensif; la guerre a fait surgir des problèmes communs au sein des pays de l'hémisphère, - notamment, celui des expéditions maritimes, - et la nécessité de résoudre ces problèmes a fait naître un besoin de contacts officiels plus étroits. L'intérêt croissant apporté au commerce interaméricain à un moment où le commerce avec l'Europe, et peu après avec l'Asie, a été interrompu, a aussi favorisé des relations plus étroites entre les pays de l'hémisphère.

Une marque tangible du rapprochement entre le Canada et l'Amérique latine a été l'ouverture de missions diplomatiques dans six pays d'Amérique latine: l'Argentine et le Brésil en 1941; le Chili en 1942; le Mexique et le Pérou en 1944 et Cuba en 1945. De plus, au début de la guerre, le commerce et la diplomatie ont provoqué la première visite ministérielle du Canada en Amérique latine, soit celle du ministre du Commerce, M. James McKinnon, en 1941.

La deuxième phase d'expansion des relations diplomatiques a eu lieu en 1953 et en 1954. Des missions ont été établies au Venezuela et en Colombie en 1953 et en Uruguay, dans la République dominicaine et en Haïti en 1954. En 1961, le Canada a établi des missions diplomatiques dans trois autres pays d'Amérique latine, le Costa Rica, l'Equateur et le Guatemala. Cette même année, le Canada a accrédité des ambassadeurs, déjà résidents dans d'autres pays, auprès de la Bolivie, d'El Salvador, du Honduras, du Nicaragua, de Panama et du Paraguay. Le Canada entretient maintenant des relations diplomatiques avec

les vingt pays d'Amérique latine. Il a des missions diplomatiques dans quatorze de ces pays, soit des ambassadeurs résidents dans neuf d'entre eux et des chargés d'affaires dans les cinq autres.¹

Depuis la guerre, il y a eu un certain nombre de visites officielles et de visites d'Etat de part et d'autre, dont une mission commerciale et une mission de bonne entente en 1953 dirigée par le très hon. C.D. Howe; une visite au Brésil et au Mexique en 1958 par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, l'hon. Sydney Smith; une visite officielle au Mexique en 1960 par le très hon. John Diefenbaker, alors Premier ministre, et une visite faite la même année à l'Argentine, au Chili et au Pérou par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, l'hon. Howard Greene. Les présidents du Mexique et de l'Argentine ont visité le Canada en 1959 et en 1961 respectivement.

La période d'après-guerre a aussi été marquée par une consolidation continue de la représentation commerciale officielle du Canada en Amérique latine² et par la conclusion de plusieurs autres accords commerciaux avec des pays latino-américains. Certains des accords commerciaux actuels remontent bien avant la Seconde Guerre mondiale; de fait, le Canada a conclu des accords commerciaux avec certains pays d'Amérique latine avant l'ouverture de missions diplomatiques au début des années 40. Par exemple, les relations commerciales du Canada avec la Colombie se fondent sur un accord britannique conclu en 1866. Le Canada est convenu, en 1935, que ses relations commerciales soient régies par un traité britannique avec la Bolivie, daté de 1911. Des accords commerciaux ont été signés avec l'Uruguay et le Guatemala en 1937. En 1941, des accords commerciaux ou des modus vivendi³ ont été signés avec l'Argentine, le Brésil, le Chili, la République dominicaine et l'Equateur. Un accord commercial a été signé en 1947 avec le Mexique, des modus vivendi en 1951 avec le Venezuela et le Costa Rica et un accord commercial en 1956 avec le Honduras.

Depuis le début des années 40, le commerce du Canada avec l'Amérique latine s'est accru considérablement. En 1941, les exportations du Canada en Amérique latine se sont élevées à 33,3 millions de dollars et les importations ont atteint 61 millions de dollars. Pour 1967, les chiffres correspondants sont 337 millions et 418 millions de dollars respectivement. Il est à noter que même si le commerce du Canada avec l'Amérique latine s'est ainsi accru considérablement au cours de cette période, le total actuel d'un peu plus de 700 millions de dollars ne représente qu'environ 3 p. 100 de l'ensemble du commerce mondial du Canada. Il est aussi à noter que la balance commerciale en faveur de l'Amérique latine est due principalement aux grandes importations canadiennes de produits pétroliers du Venezuela; à quelques exceptions près en ce qui concerne les autres pays, la balance commerciale actuelle est en faveur du Canada.

¹ Voir l'annexe I.

² Voir l'annexe II.

³ Le modus vivendi est une expression souvent utilisée pour désigner un accord commercial assez peu formel.

Relations actuelles avec les organismes interaméricains

Au cours des vingt-cinq dernières années, le Canada a de plus en plus participé aux organismes interaméricains et à d'autres organismes internationaux traitant de façon particulière de l'Amérique latine et de ses problèmes, et bon nombre de Canadiens prennent part actuellement aux travaux d'organismes non officiels du genre. Ces organismes varient en nombre et en importance et le degré de participation du Canada est plus ou moins grand selon le cas. Grâce à ces organismes, les hauts fonctionnaires et les professionnels du Canada viennent de temps à autre en contact actif avec leurs homologues de l'Amérique latine. Le travail de ces organismes couvre un grand éventail de sujets, y compris la banque centrale, l'administration des impôts, les pêcheries, les données statistiques, le développement industriel, les fréquences radiophoniques, l'aviation civile, les règlements de la poste, l'agriculture, les problèmes de la main-d'oeuvre, le réseau routier, l'urbanisme, le génie, l'architecture, l'hygiène publique, le bien-être social, les questions de culture et d'éducation, la géographie et l'histoire, les questions juridiques et les problèmes de la presse.

L'aspect peut-être le plus important de ce développement a été le modeste progrès réalisé par le Canada vers une association plus étroite avec le système interaméricain. Depuis de nombreuses années, le Canada est membre des trois organisations interaméricaines officielles que voici: l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, l'Institut interaméricain de statistique et le Bureau interaméricain des radiocommunications. Au cours des dernières années, le Canada a été invité à déléguer des observateurs officiels à des réunions de l'OEA à des niveaux aussi élevés que les réunions spéciales de consultation en vue de réviser la charte de l'OEA, et à la réunion des chefs d'Etat qui a eu lieu à Punta Del Este en 1967. En 1961, un ministre canadien a assisté à titre d'observateur à la réunion spéciale du Conseil économique et social interaméricain qui a lancé l'Alliance pour le progrès et, depuis ce temps, le Canada a toujours envoyé des observateurs aux réunions du Conseil économique et social. L'an dernier, le Canada a été invité à envoyer des observateurs aux réunions du Comité exécutif de l'Alliance pour le progrès (TIAP), qui passe en revue chaque année le développement économique des pays de l'OEA. Le Canada délègue maintenant des observateurs à bon nombre de ces réunions. En 1961, le Canada est devenu membre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et il a participé à part entière aux travaux de la Commission depuis ce temps.

Etendue actuelle des consultations politiques

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'inauguration des relations diplomatiques avec les pays de l'Amérique latine, de même que l'association des représentants canadiens et latino-américains lors de travaux des Nations Unies et de ses organismes subsidiaires, ont mené à des échanges de vues de plus en plus fréquents entre le Canada et les pays de l'Amérique latine sur des questions politiques d'intérêt commun, de portée internationale ou hémisphérique. Bien que les vues du Canada et de l'Amérique latine ne soient pas les mêmes sur toutes ces questions, et que les vues des pays de l'Amérique eux-mêmes ne soient pas toujours identiques, il y a eu néanmoins un degré considérable de communauté d'intérêts à propos d'un certain nombre de questions importantes.

Au cours des années récentes, le Canada et quelques pays d'Amérique latine ont été associés à certaines des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Les représentants canadiens et latino-américains ont contribué de façon importante, selon leur point de vue propre, à la codification du droit international. Au cours des dernières années particulièrement, les représentants du Canada ont été de temps à autre engagés dans des négociations importantes avec les représentants de certains pays d'Amérique latine aux Nations Unies sur des questions politiques telle que la situation au Moyen-Orient. Au cours des dernières années encore, le Canada et certains pays d'Amérique latine ont été étroitement associés aux travaux du Comité des dix-huit nations sur le désarmement, et le Canada a appuyé fortement la proposition latino-américaine visant à établir une zone dénucléarisée en Amérique latine. Ce genre de consultation et de collaboration, parfois spécial et, - dans le cas de certains pays, - d'une portée modeste, a été utile et il peut être intensifié à l'avantage des deux parties.

Rôle actuel du Canada dans le développement économique de l'Amérique latine

Le Canada est l'un des principaux participants au Programme d'assistance technique des Nations Unies, de la Banque mondiale et de l'Agence de développement international, organisations qui jouent toutes un rôle important en vue de stimuler le développement économique de l'Amérique latine. En outre, le Canada s'occupe d'un programme de développement économique à l'intention de l'Amérique latine, programme essentiellement de nature multilatérale. L'expansion du programme d'aide canadien en 1963 a permis au Canada d'envisager sérieusement pour la première fois la question de la coopération avec les pays de l'Amérique latine dans le domaine du développement économique. En 1964, le gouvernement canadien a conclu avec la Banque interaméricaine de développement une entente aux termes de laquelle il s'engageait à mettre à la disposition de la Banque 10 millions de dollars destinés à des prêts d'aide au développement pour les pays latino-américains. Depuis, le Canada a fait des versements annuels du même ordre et, jusqu'ici, les fonds de prêts fournis par le Canada se montent à 50 millions de dollars, qui ont servi à financer 15 programmes distincts. Des prêts provenant des fonds canadiens ont été consentis à ce jour aux pays suivants: l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Salvador, le Mexique, le Pérou et le Paraguay. En outre, la Société d'assurance des crédits à l'exportation a mis à la disposition de la Banque 15 millions de dollars en crédits auxquels les pays de l'Amérique latine pourront avoir recours. Il est intéressant de signaler toutefois que le montant consacré chaque année par le Canada à l'assistance au développement en Amérique latine n'est que de 3 p. 100 environ des sommes versées annuellement par le Canada au titre de l'assistance économique sous diverses formes et à l'échelle mondiale.

La Société d'assurance des crédits à l'exportation a également accordé directement à quelques pays latino-américains, dont le Mexique, le Chili, l'Argentine et le Brésil, des crédits de proportions assez considérables. Au cours de ces dernières années, sur un total d'environ 400 millions de dollars de crédits accordés à des pays étrangers, quelque 150 millions de dollars l'ont été à des pays de l'Amérique latine.

Par l'intermédiaire de l'entreprise privée, le Canada joue aussi un rôle dans le développement économique de l'Amérique latine, étant donné que les investissements canadiens, existant dans certains pays depuis de nombreuses années, ont augmenté tant soit peu depuis la guerre. A cet égard, on peut faire appel à l'ADELA, association internationale d'investissements qui recherche des capitaux pour les investir en Amérique latine. En outre, au cours des dernières années, le nombre des sociétés d'études techniques canadiennes qui exécutent des contrats en Amérique latine a augmenté.

Situation actuelle des relations culturelles

Les relations culturelles entre le Canada et les pays d'Amérique latine étaient jusqu'ici très limitées. L'état actuel de nos relations avec ces pays pourrait se résumer comme suit.

Echanges scientifiques

Un accord est intervenu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Brésil en septembre 1968 dans le but d'amorcer des échanges scientifiques dans des domaines d'intérêt commun. En vertu de cette convention, le Conseil national de recherches et son homologue brésilien le "Conselho nacional de Pesquisas" procéderont chaque année à un échange de cinq scientifiques appelés à poursuivre leurs recherches en collaboration avec leurs confrères de l'autre pays. Le coût du programme pour chaque pays a été fixé à \$20,000 annuellement, mais il est prévu que ce coût sera augmenté ultérieurement selon les besoins.

Echanges dans le domaine de l'enseignement

Il y a présentement dans les universités canadiennes environ cinq cents étudiants d'Amérique latine la plupart d'entre eux grâce à des fonds privés; il y a également de nombreux étudiants latino-américains dans les écoles secondaires canadiennes. Par ailleurs, le Conseil des Arts et le Conseil national de recherches dépensent chaque année près d'un quart de million de dollars pour subventionner l'envoi de chercheurs et d'étudiants canadiens en Amérique latine en vue de travaux de recherche.

Enfin, il existe un modeste programme d'échanges universitaires entre "El Instituto Colombiano de Especializacion en el Exterior" (ICETEX), et l'Association des Universités et Collèges du Canada (AUCC). Grâce à cette initiative, la Colombie envoie chaque année depuis 1962 en moyenne six étudiants colombiens suivre des cours de perfectionnement dans les universités canadiennes.

Echanges dans le domaine culturel

En 1944, il y eut entre le Canada et le Brésil un échange de notes portant sur l'accroissement des échanges de publications et de manifestations culturelles. Cet accord donna lieu à quelques échanges dans les premières années qui le suivirent, généralement grâce à des initiatives privées.

Au cours des dernières années, la présence officielle canadienne dans le domaine des arts visuels en Amérique latine s'est aussi manifestée par la participation de notre pays à la Biennale de Gravures modernes à Santiago du Chili et à la Biennale de Peintures de São Paulo. Des artistes canadiens se produisent parfois dans cette région du monde et, en retour, le Canada reçoit de temps à autre la visite d'artistes latino-américains qui jouent dans les villes canadiennes.

Le Mexique a présenté à l'EXPO 67 une très belle collection d'art des époques pré-colombienne, coloniale et moderne. Pour sa part, le Canada a participé aux manifestations culturelles organisées dans le cadre des Jeux olympiques de Mexico en exposant à Mexico des peintures, des oeuvres d'art amérindien et esquimau, des objets d'artisanat, des peintures d'enfants et divers éléments d'information sur le Canada. Des troupes canadiennes se sont également produites à Mexico à cette occasion.

Renseignements destinés au public

Il y a eu, au cours de ces dernières années, une légère augmentation du nombre de nouvelles sur l'Amérique latine publiées dans les journaux et aux autres organes d'information du Canada; il en est de même des nouvelles sur le Canada diffusées en Amérique latine. Cet échange a été amplifié par les efforts des ambassades du Canada en Amérique latine et des ambassades latino-américaines au Canada. De plus, le service international de Radio-Canada fait beaucoup, depuis bon nombre d'années, pour faire connaître le Canada aux pays d'Amérique latine. Il reste toujours vrai, cependant, qu'il existe une rareté relative de renseignements et de commentaires dignes de foi sur le Canada en Amérique latine et sur les pays d'Amérique latine au Canada.

Déplacements de personnes

Exception faite des étudiants et des touristes des pays latino-américains les plus proches, comme le Mexique, le nombre de Latino-américains qui visitent le Canada représente une fraction infime par rapport au total. A l'exception du Mexique, qui accueille près de 50,000 touristes canadiens chaque année, il en est de même en sens contraire. L'immigration est également à un très bas niveau dans les deux sens.

IV. Impressions de la Mission: quelques possibilités futures

Affaires politiques

La situation politique
de l'Amérique latine

Partout où ils sont allés, les ministres et les hauts fonctionnaires canadiens se sont efforcés de se faire une idée aussi claire que possible des conditions politiques, économiques et sociales du pays qu'ils visitaient tout en essayant d'apprendre le plus de choses possible sur les plans et principes auxquels s'en tenaient à cet égard les gouvernements qui les recevaient. C'est surtout à l'occasion de conversations avec les ministres et hauts fonctionnaires de ces gouvernements que cet objectif a pu être poursuivi. De leur côté, ceux-ci en général tenaient à en savoir davantage sur les conditions qui existent au Canada ainsi que sur les projets et la politique du gouvernement canadien.

Dans tous les pays visités, le président et ceux à qui la mission a eu l'occasion de parler ont pris le temps d'expliquer quelles étaient les réalisations en cours et la politique suivie par les gouvernements. Par exemple, au Venezuela, l'importance des élections générales qui devaient avoir lieu à brève échéance a été analysée et les programmes économiques et sociaux de l'Etat ont été expliqués. En Colombie, la question du régime politique assez particulier qui est appliqué depuis ces dernières années a été mise en lumière et les directives et méthodes que le gouvernement adopte pour résoudre les problèmes économiques ont été exposées en détail. Au Pérou, on a renseigné la mission sur les motifs du récent coup d'Etat ainsi que sur les objectifs et perspectives du nouveau gouvernement. Au Chili, l'évolution du régime démocratique de ce pays, ainsi que la nature et les buts de la "révolution dans la liberté" du Président Frei ont été exposés à fond; la situation causée par la grave sécheresse récente et les mesures prises pour y remédier ont aussi été expliquées. En Argentine, la décision prise avant toute autre par le gouvernement de renforcer l'économie fondamentalement solide du pays a fait l'objet d'éclaircissements. Au Brésil, la mission a pris connaissance de plans visant à la poursuite des progrès économiques spectaculaires déjà obtenus ainsi que de projets susceptibles d'améliorer le bien-être de certains secteurs de l'énorme population brésilienne. Au Mexique, la mission a obtenu des éclaircissements sur les buts fondamentaux et des réalisations particulières des gouvernements qui se sont succédés au Mexique depuis la révolution et elle a pu constater les progrès économiques déjà réalisés dans ce pays. En Amérique centrale, elle s'est beaucoup instruite sur les pays qu'elle a traversés et sur leurs plans de développement et elle s'est soigneusement renseignée sur la nature et les principes directeurs du Marché commun d'Amérique centrale.

Au cours de ces conversations, et à d'autres occasions, la mission a recueilli trois impressions très nettes. D'abord, il n'est pas douteux

que l'Amérique latine soit une partie très importante du monde ni qu'elle doive le devenir encore davantage à l'avenir. En deuxième lieu, la mission a pu se rendre compte en traversant ces vastes régions (il faut neuf heures de vol pour se rendre de Rio de Janeiro à Mexico) qu'on se trompe en se représentant l'Amérique latine comme un tout homogène, de même que c'est une erreur de se représenter ainsi, mettons, l'Europe ou l'Asie. Il est certain que cette région possède un héritage culturel qui est commun à tous les pays qui en font partie et, sans aucun doute, ses dirigeants cherchent par divers moyens à établir la plus grande collaboration possible entre tous les pays d'Amérique latine et à unifier leurs objectifs. Il n'en est pas moins vrai que, dans le cadre de cette unité réelle et virtuelle, il existe une grande diversité. Chaque pays et chaque région possède ses propres caractéristiques et ses propres aspirations.

Les pays et les régions d'Amérique latine sont très diversifiés quant à la topographie, au climat, aux ressources, à la population et aux modes de développement économique. L'Amérique latine renferme une population de quelque 225 millions d'habitants, plus de dix fois celle du Canada. Elle croît à un rythme très rapide et on prévoit qu'elle atteindra quelque 500 millions d'ici à trente ans. Plusieurs des plus grandes villes du monde, les plus modernes et les plus élégantes se trouvent en Amérique latine; trois des plus considérables, Buenos Aires, Sao Paulo et Mexico, ont à elles trois une population qui équivaut à celle du Canada. Cependant, dans la plupart des pays, la population est surtout rurale et son niveau de vie est relativement bas; les poussées démographiques et les problèmes liés à la pauvreté se font aussi sentir dans les grandes villes. Il existe cependant un vaste arrière-pays en Amérique du Sud, et dans une certaine mesure en Amérique centrale également, où il n'y a à peu près personne. Les problèmes économiques et sociaux de la région sont grands, mais grandes aussi sont les ressources tant humaines que matérielles. En outre, le progrès économique et social est beaucoup plus avancé dans certaines parties que dans d'autres et les ressources naturelles ne sont pas également réparties.

Troisième impression, la mission a pu constater, au cours de ces conversations, une des caractéristiques de la vie politique moderne dans ce qu'elle a de plus général et les relations internationales telles qu'elles existent à notre époque. Les ministres du Développement, des Finances ou des Affaires économiques s'intéressaient grandement aux aspects tant nationaux qu'internationaux des questions économiques et sociales. De leur côté, les ministres des Affaires étrangères ne perdaient pas de vue la situation de leur pays en discutant d'affaires étrangères et ils se penchaient non seulement sur les problèmes politiques mais aussi sur les questions économiques qui s'y rattachent. On aurait pu difficilement montrer plus clairement dans quelle mesure les questions nationales et internationales sont interdépendantes, dans quelle mesure aussi les problèmes économiques et politiques sont devenus étroitement liés les uns aux autres.

Questions internationales

La mission s'est aperçue que les ministres des Affaires étrangères d'Amérique latine tenaient à examiner les grandes questions internationales aussi complètement et soigneusement que le temps le permettait. Les ministres et hauts fonctionnaires canadiens ont trouvé aussi que leurs homologues des gouvernements qui les ont accueillis s'intéressaient au Canada non seulement

en tant que partenaire bilatéral et Etat du même hémisphère, mais également en tant que pays qui, par suite des relations qu'il entretient avec d'autres parties du monde et d'autres groupements tels que l'OTAN, le Commonwealth et la Francophonie, est tout particulièrement en mesure de traiter les problèmes mondiaux auxquels les pays de l'Amérique latine s'intéressent eux-mêmes. Il en résultait nettement que l'examen des questions de ce genre se prolongeait parfois bien au-delà du temps qui avait été originellement prévu.

Dans certains cas, il existe des différences de politique ou de perspective entre le Canada et les pays d'Amérique latine. Pourtant, l'impression dominante de la mission a été qu'entre le Canada et les pays latino-américains, on trouve une large communauté de vues et une grande compréhension mutuelle. La longue association entre le Canada et les pays d'Amérique latine au sein des Nations Unies et de certaines de ses institutions a donné lieu à des discussions spontanées sur les travaux de l'O.N.U., leur valeur et la nature des relations qui se sont établies dans ce cadre entre les pays de l'Amérique latine et le Canada. Parmi les questions afférentes à l'O.N.U. qui ont été examinées se trouvaient le maintien de la paix, le droit maritime et l'établissement du droit international en général. Un autre sujet qui a été abordé assez à fond est celui du Moyen-Orient; des deux côtés, on tenait à procéder à des échanges de renseignements et de points de vue sur la situation de cette partie du monde.

Le Canada et les pays d'Amérique latine n'ont pas toujours partagé les mêmes opinions sur les questions africaines débattues aux Nations Unies, mais il y a eu entre eux une unité fondamentale de perspective sur ces questions. La mission a trouvé les représentants d'Amérique latine fort désireux d'examiner la situation actuelle dans des pays comme le Nigéria et la Rhodésie et, d'une manière générale, de connaître l'opinion du Canada sur les conditions qui règnent en Afrique, opinion fondée sur les rapports des missions diplomatiques canadiennes.

Les relations entre l'Est et l'Ouest ont particulièrement retenu l'intérêt des Latino-Américains. Les conversations ont porté surtout sur la situation en Europe orientale et, au cours de la dernière moitié de la tournée, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a pu fournir des commentaires autorisés là-dessus puisqu'il revenait de la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN qui avait eu lieu à Bruxelles. Les Latino-Américains ont aussi témoigné de l'intérêt pour la revue des relations du gouvernement canadien avec l'Europe et l'OTAN et, dans une certaine mesure, pour le point de vue canadien sur les espoirs qu'a la Grande-Bretagne de se joindre au Marché commun européen et pour l'attitude qu'adopte le Canada à cet égard.

La question de l'Asie a elle aussi fait l'objet d'un examen approfondi au cours des conversations politiques. Celles-ci ont porté brièvement sur la question du Vietnam, mais elles se sont centrées sur la Chine et son rôle éventuel non seulement en Asie mais dans le monde

entier. Il a été quelque peu question du problème de la représentation de la Chine aux Nations Unies et les Latino-Américains, dont les gouvernements reconnaissent pour la plupart la Chine nationaliste, se sont intéressés à l'intention qu'a le Canada d'examiner la possibilité d'établir des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine.

En partie dans le cadre des relations entre l'Est et l'Ouest et en partie à titre de problème distinct, la question du désarmement a occupé une place importante dans les conversations qui ont eu lieu dans toutes les capitales visitées. Une grande partie des discussions ont porté sur le Comité des Dix-Huit sur le désarmement au sein duquel le Canada est associé à des pays d'Amérique latine, en particulier à propos des travaux sur le désarmement nucléaire. Il a aussi été fait allusion à la zone dénucléarisée d'Amérique latine, établie par négociations entre Etats de cette région et fortement appuyée par le Canada.

Les conversations politiques ont souvent été marquées par des échanges spontanés sur les événements en cours. Par exemple, en une certaine occasion, la crise du franc français a amené un échange de vues sur la situation financière internationale. A d'autres occasions, après les élections des Etats-Unis, un côté ou un autre a cherché officieusement à obtenir un avis officieux sur l'évolution probable de la politique des Etats-Unis sous son nouveau président.

Questions intéressant l'hémisphère

Dans chacune des capitales visitées, une grande partie du temps était consacrée à l'examen des questions intéressant tout l'hémisphère. Parmi les principaux points discutés figuraient la situation générale de l'hémisphère et l'affiliation du Canada à l'OEA.

Situation générale de l'hémisphère

L'apport que l'OEA et, plus récemment, d'autres groupements régionaux ont fourni au développement d'une ambiance de plus grande sécurité internationale dans l'hémisphère occidental a été reconnu. L'OEA a joué un rôle très positif dans les efforts visant à contenir les différends entre les Etats membres au sujet de frontières et d'autres questions du même genre et les groupements régionaux travaillent maintenant à donner aux Etats avoisinants de diverses régions un sentiment de solidarité qui s'élève au-dessus des différends particuliers. En ce qui concerne la sécurité intérieure, dans tous les pays visités, la mission a constaté que les gouvernements demeurent optimistes en face des menaces de guérilla là où elles existent, ainsi que devant les questions de sécurité en général.

Dans bon nombre des pays visités, il était manifeste que les forces armées jouent un rôle politique important. La question de savoir comment ce phénomène peut modifier certains aspects de la politique du Canada à l'égard

des pays de cette région devrait exiger, semble-t-il, une grande attention dans la révision de notre politique extérieure. Il faut reconnaître par ailleurs que la plupart des gouvernements de l'Amérique latine s'efforcent de répondre aux besoins de la population par le développement économique, bien que, à cet égard, la question la plus importante soit celle de savoir le temps qu'il faut pour que la population constate vraiment les effets du développement. En plus, de nombreux gouvernements modifient leur régime de propriété foncière et de perception des impôts. La mission a pu constater que certains pays de l'Amérique latine ont fait à cet égard des progrès appréciables. La mission a été vivement impressionnée par le calibre des hommes d'Etat qu'elle a rencontrés et par les services publics qui les appuient.

La mission a constaté tout aussi nettement qu'en matière de sécurité les gouvernements de tous les pays visités attachent une grande importance au principe de non-intervention et qu'ils s'opposeraient violemment à toute ingérence étrangère dans leurs affaires intérieures.

Relations avec Cuba

Dans la plupart des capitales visitées, on a discuté des relations de Cuba avec l'hémisphère. On a reconnu que seuls le Mexique et le Canada, parmi les pays de l'hémisphère, entretiennent des relations diplomatiques et commerciales avec Cuba et on a compris les raisons respectives de cette situation.

Groupements régionaux

Les groupements régionaux qui se forment présentement en Amérique latine sont à diverses étapes de leur évolution. Le plus grand, - la Région latino-américaine de libre-échange, - auquel appartiennent tous les pays de l'Amérique du Sud et le Mexique, travaille encore à établir un commerce vraiment libre entre ses membres.

Le Marché commun d'Amérique latine, dont la création est souhaitée par tous les pays latino-américains, est une ambition plus vaste qu'on espère réaliser d'ici 1985.

Le Marché commun d'Amérique centrale existe depuis quelque temps déjà. Il s'est doté d'institutions de travail et d'un système bien articulé pour régler le commerce entre ses membres et avec le monde extérieur. En outre, il a fait quelque progrès vers la rationalisation de l'économie des pays membres.

Le Groupe des Andes, qui comprend la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela, n'est pas encore complètement formé, mais il a des buts bien définis et, en dépit de grandes difficultés d'ordre politique et matériel, il possède une structure qui désormais se prêtera bien à la coopération économique.

Le Groupe du bassin de la Plata, formé de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay, offre un autre exemple d'étroite coopération régionale, cette fois en vue de la mise en place, collectivement, de l'infrastructure de base.

Au cours des entretiens politiques, la mission s'est intéressée surtout aux conséquences politiques à long terme de ces groupements régionaux. Elle n'a rencontré chez ces groupements régionaux aucun projet concret d'intégration politique, par opposition à l'intégration économique. Elle a néanmoins été vivement frappée par le grand intérêt que les gouvernements intéressés portent à ces groupements et par l'effet de rapprochement que ceux-ci exercent sur les pays de la région.

La question de l'affiliation du Canada à l'OEA

Dans chacun des pays visités, la mission a cherché à se renseigner auprès de sources officieuses sur la possibilité d'adhésion du Canada à l'OEA. Comme pour la plupart des points discutés, les échanges de vues sur cette question ne constituaient que des sondages. Il est apparu que les gouvernements de tous les pays visités se réjouiraient de l'entrée du Canada dans l'OEA. Toutefois, certains pays favorisaient l'adhésion du Canada tandis que d'autres entretenaient des réticences. Tous étaient désireux d'avoir des relations plus étroites avec le Canada, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'OEA, et tous reconnaissaient qu'il appartenait uniquement au Canada de décider de son adhésion à l'OEA.

Consultation future sur les affaires politiques

Toute discussion de questions politiques entre le gouvernement canadien et les gouvernements latino-américains se poursuit normalement par les voies diplomatiques ou au sein d'organisations internationales. La présence de la mission dans les capitales des pays d'Amérique latine a fourni une excellente occasion d'avoir des entretiens personnels avec les ministres et les hauts fonctionnaires latino-américains. De telles circonstances ne se présentent que peu souvent, mais la mission a trouvé ces entretiens tellement enrichissants qu'elle souhaite les voir se renouveler; elle espère que, de part à d'autre, on y parviendra. Par exemple, les consultations diplomatiques ordinaires avec certains pays pourraient être intensifiées au moment où elles seraient le plus utile en raison des sujets dont doivent être saisies des réunions internationales prochaines. Ou encore, on pourrait encourager les représentants canadiens et latino-américains à se consulter lors de réunions internationales.

Des dispositions ont déjà été prises en vue d'une consultation plus étroite avec au moins un pays d'Amérique latine. Lors du séjour de la mission à Mexico, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et le ministre des affaires étrangères du Mexique ont échangé des notes créant un Comité conjoint Mexique-Canada. Ce comité a été formé en vue d'étudier les questions d'un commun intérêt pour les deux pays dans les domaines de la politique, de l'économie et du commerce. De gré à gré, le comité peut aussi étudier des questions telles que les relations culturelles.

Aide au développement

L'Agence canadienne de développement international

Le développement économique et social constitue le premier impératif auquel font face tous les pays que la mission a visités. A l'ordre du jour des entretiens avec chacun des gouvernements intéressés, les questions de développement jouissaient d'une haute priorité. Ces gouvernements ont examiné avec les membres de la mission leurs propres besoins de développement, les projets qu'ils entendent mettre en oeuvre pour y satisfaire et la façon dont ils envisagent le plus haut degré de collaboration du Canada dans cette région. Les représentants de l'Agence canadienne de développement international se sont entretenus avec les fonctionnaires chargés des projets de développement et de leur mise en oeuvre dans chacun des pays visités et avec des représentants d'organismes multilatéraux et régionaux qui s'intéressent au développement. En Colombie, au Chili, en Argentine et au Mexique, ils ont examiné, avec les représentants de la Banque interaméricaine pour le développement et des organismes gouvernementaux intéressés, les programmes d'aide actuels du Canada dans ces pays.

Le Canada compte déjà un certain nombre d'entreprises de développement dans des pays d'Amérique latine autres que ceux que la mission a visités. Les représentants de l'ACDI n'ont pu visiter l'Equateur ni la Bolivie, mais ils ont visité le Paraguay, El Salvador et le Honduras, autant de pays qui ont aussi recours aux prêts canadiens d'assistance au développement. Au nombre des projets que les agents de l'ACDI ont pu examiner et discuter, soit dans les pays visités par la mission, soit dans ceux qu'ils ont visités par eux-mêmes, mentionnons les suivants:

- un prêt pour aider à établir entre les principales villes du Chili un réseau moderne de télécommunications à longue distance et pour permettre l'interconnexion avec d'autres pays de l'Amérique latine;
- un prêt au gouvernement du Paraguay pour des études préliminaires de construction de grandes routes;
- un prêt à une institution gouvernementale d'El Salvador pour la construction d'un port important;
- un prêt pour l'achat de matériel technique et l'octroi à l'Université technique d'Etat du Chili de bourses de recherches supérieures dans des institutions canadiennes;
- un prêt au Conseil de développement international d'Argentine pour financer des études de pré-investissements sur la rentabilité technique et économique de projets d'aide déterminés;
- un prêt au Département de planification administrative de Colombie pour aider à financer des études de pré-investissement sur des projets de développement social et économique;

- un prêt à une institution du gouvernement mexicain pour financer un programme d'études sur la rentabilité économique, technique et financière de projets de développement déterminés;
- un prêt à une institution du gouvernement péruvien pour financer un programme d'études de pré-investissement, portant notamment sur la rentabilité, l'ingénierie, les régions, les divisions et les subdivisions;
- un prêt à la Banque d'Amérique centrale pour l'intégration économique en vue de financer des projets d'infrastructure en Amérique centrale, dont la construction de grandes routes, de parcs industriels, d'installations d'entreposage des produits agricoles et de réseaux de télécommunications.

Les agents de l'ACDI ont également pu examiner les projets énumérés ci-après, qui étaient à l'étude lors de la visite de la mission et qui ont été officiellement approuvés depuis:

- un prêt pour financer la construction de grandes installations d'énergie hydroélectrique sur le fleuve Alto Anchicaya en Colombie;
- un prêt au ministère de l'Air du Brésil pour financer des études de rentabilité économique et technique, qui constituent la première étape de la construction d'un aéroport international au Brésil pour les avions à réaction géants;
- un prêt à la Société d'énergie électrique d'Etat du Brésil pour financer la construction d'une usine génératrice à vapeur dans la ville de Belem, pour l'expansion de neuf sociétés d'électricité situées dans le nord-est du Brésil et pour les services d'ingénieurs-conseils.

En Equateur, le Canada contribue au financement d'une étude économique du bassin de la Guayas et, en Bolivie, il a aidé la Société de développement national à se trouver des facilités de crédit pour l'exploitation minière et industrielle.

Les agents de l'ACDI ont pu discuter de projets généraux auxquels l'aide canadienne au développement pourrait fournir un apport à l'avenir. Ils ont également pu obtenir de nombreux renseignements sur la situation générale de l'économie et du développement dans les pays visités. Cette information sera d'une grande utilité au gouvernement dans ses futures décisions sur l'orientation du programme canadien d'aide au développement à l'intention de l'Amérique latine.

Aide du gouvernement canadien aux organismes privés

Un élément important de l'aide du Canada à l'Amérique latine est constitué par l'appui des projets de développement que mettent à exécution des organismes canadiens privés. La mission a été très impressionnée par le travail remarquable qu'accomplissent plus de 2,000 missionnaires canadiens et laïcs bénévoles en Amérique latine, surtout dans les domaines de l'éducation, de l'hygiène publique et du développement communautaire. Elle a eu des entretiens avec un grand nombre de ces personnes et a examiné plusieurs projets particuliers qui reçoivent ou qui recevront un appui dans le cadre du programme de l'ACDI touchant les organismes non gouvernementaux.

Les représentants de l'ACDI ont visité ou se sont fait expliquer en détail les projets suivants de cette nature, qui sont tous en chantier et qui contribuent de façon très importante au progrès économique et social de la région:

Pérou - développement communautaire dans les banlieues de Lima, comprenant une importante école technique et d'arts et métiers pour adultes, un dispensaire et un service des eaux potables. L'ACDI a déjà consacré au total quelque \$125,000 à la réalisation de ces projets.

Honduras - la radio scolaire diffusant des cours au niveau primaire, d'autres sur l'hygiène fondamentale et sur l'agriculture.

Brésil - coopérative agricole pour l'amélioration de la production, de la mise en marché et de la fixation du prix du café produit par les petits agriculteurs.

Guatemala - coopérative de café, écoles primaires et centres d'hygiène publique.

Service administratif canadien outre-mer - le bureau nouvellement établi à Sao Paulo au Brésil, a reçu des demandes de 22 spécialistes canadiens, dont deux sont maintenant sur place.

Service universitaire canadien outre-mer - 88 volontaires du SUCO (47 au Pérou, 9 en Colombie) travaillent actuellement dans cinq pays d'Amérique latine à titre d'infirmières, d'enseignants, de travailleurs sociaux, etc.

En outre, depuis le retour de la mission, l'ACDI a déjà consacré quelque \$66,000 au département technique d'une école canadienne à Haïti.

Maisons canadiennes de consultation en Amérique latine

Les membres de la mission ont aussi pu constater le travail accompli par des maisons canadiennes de consultation, très actives en Amérique latine. Leurs services sont très en demande et elles constituent une des plus précieuses ressources que le Canada puisse offrir à l'Amérique latine. Par l'intermédiaire de ces maisons, le talent et l'expérience des Canadiens dans des domaines tels que l'énergie électrique, la sylviculture, les pêches et l'exploitation des ressources minérales peuvent aider à la solution de certains des problèmes de développement les plus critiques qui se posent en Amérique latine.

Rôle canadien possible dans le domaine de l'assistance technique

La plus importante ressource de cette vaste région est sa population, qui possède déjà une riche tradition culturelle et qui compte certains des chefs de file du monde dans le domaine des arts, des carrières libérales et, de plus en plus, des sciences. Il y a un nombre de plus en plus grand de jeunes gens désireux de voir s'élargir les chances d'acquérir l'instruction et les connaissances techniques dont ils ont besoin pour prendre part au développement de leur pays. En aidant ces pays à faire face à ce besoin, le plus important de tous, le Canada contribuera sans doute considérablement au progrès de l'Amérique latine tout en acquérant une expérience utile et en enrichissant ces procédés d'enseignement.

Affaires commerciales et économiques

Généralités

En matière de commerce extérieur et d'économie, la mission n'avait pas pour but d'entamer dès maintenant des négociations ni de conclure des accords ou de passer des contrats particuliers. Elle voulait plutôt jeter les bases d'un raffermissement de nos relations commerciales et économiques avec l'Amérique latine.

Nous avons eu de nombreux entretiens avec les ministres et les hauts fonctionnaires chargés du développement et de la politique économique et commerciale dans chacun des pays que nous avons visités, de même qu'avec les directeurs des bureaux de coordination du gouvernement qui s'occupent de la planification industrielle et économique. Outre les réunions tenues à l'échelon ministériel, nos représentants qui s'occupent de questions économiques ont rencontré leurs homologues, et les présidents de l'Agence canadienne de développement international et de la Société d'assurance des crédits à l'exportation ont organisé des discussions très poussées sur des sujets d'un intérêt particulier pour leurs organismes.

De nombreuses réunions ont eu lieu avec les principaux représentants locaux du monde des affaires, y compris des représentants de firmes canadiennes installées dans la région, et dans certains cas des discussions libres ont été organisées avec les principales associations commerciales et industrielles.

Des réunions ont aussi été tenues avec le secrétaire exécutif et des hauts fonctionnaires de la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine, dont le Canada est membre, au siège de l'organisation à Santiago (Chili), ainsi qu'avec le secrétaire général et des hauts fonctionnaires de l'Organisation pour l'intégration économique de l'Amérique centrale, à Guatemala.

Dans toutes nos discussions sur les affaires économiques, nous avons rencontré des hommes et des femmes possédant des qualifications et une expérience remarquables, dévoués à leur travail et confiants de pouvoir résoudre les problèmes complexes d'ordre économique auxquels font face leurs pays.

En dépit de leurs diversités, ces pays ont certaines caractéristiques semblables qui sont lourdes de portée d'un point de vue économique. Bien qu'ils soient tous à des étapes diverses de leur développement, aux prises avec plusieurs des difficultés tenaces communes aux pays en voie de développement en général, certains éléments de leurs populations ont déjà atteint, à des degrés divers, des niveaux de vie et de rendement économique comparables à ceux de beaucoup de pays du monde "industrialisé".

Les économies latino-américaines se transforment rapidement. La population accède de plus en plus au régime des marchés. Certaines économies ont des ressources très diversifiées, encore inexploitées, dans des secteurs tels que les minéraux, les forêts, les pêches et l'agriculture, que visent des programmes à long terme tendant à améliorer les infrastructures. Elles ont cependant des besoins très étendus en matière de technologie de pointe et d'équipement.

Coopération multilatérale

L'affermissement de nos liens bilatéraux avec l'Amérique latine dans les domaines du commerce et de l'économie est une question de première importance. Toutefois, nous devrions aussi accorder une haute priorité à une coopération plus poussée sur tout un éventail de questions économiques internationales où le Canada et les pays latino-américains ont des intérêts et des objectifs communs ou complémentaires. Par exemple, l'étroite ressemblance de l'optique du Canada et de celle de l'Argentine quant à la stabilité du prix et de la commercialisation du blé sur le marché mondial; les intérêts que notre pays partage avec le Chili, le Pérou et le Mexique relativement au cuivre, au plomb et au zinc; avec le Venezuela pour ce qui est du pétrole; nos espoirs, qui coïncident avec ceux de tous les pays de cette région, de libéraliser le marché mondial, de mettre au point des mesures équitables de mise en marché touchant les produits de base tels que le café, le cacao et le sucre, d'établir un commerce libre à l'échelle mondiale pour les produits tropicaux et les produits de base et de mettre en oeuvre un nouveau plan de tarifs préférentiels à l'intention du monde en voie de développement.

Il a été convenu qu'il serait opportun que le Canada et l'Amérique latine collaborent à l'avenir dans des organisations internationales telles que le CNUCED et le GATT et raffermissent la coopération vers la poursuite d'objectifs communs.

Politiques économiques de l'Amérique latine

Les gouvernements avec lesquels nous nous sommes entretenus ont tous fait valoir la très grande importance qu'ils attachent au développement économique et à l'industrialisation. Dans tous les cas, les gouvernements eux-mêmes, au moyen d'institutions spécialement chargées de l'élaboration et de la mise en oeuvre de programmes de développement, jouent un rôle de premier plan dans l'établissement et l'application de ces politiques à long terme.

Dans certains cas, le mot d'ordre de la politique économique est de trouver un substitut aux importations par une élévation des tarifs ou l'imposition de restrictions sur les biens non essentiels. Mais on constate de plus en plus qu'il faut se rapprocher d'un état de plus grande concurrence et, dans plusieurs pays, on s'intéresse de plus en plus à la possibilité d'un commerce d'exportation.

Bien que la plupart des pays latino-américains aient à coeur de conserver un certain degré de contrôle et de direction sur les investissements étrangers, ils se sont tous dits vivement intéressés à un accroissement des investissements privés en provenance du Canada.

Etroitement liées aux programmes de développement économique de chacun de ces pays, diverses mesures importantes ont été prises en vue de l'intégration économique de l'Amérique latine: création de l'Association de libre-échange latino-américaine, propositions portant sur un traité des Andes et le Marché commun de l'Amérique centrale. Bien que dans certains cas ces organismes éprouvent des difficultés et des retards, ils commencent à exercer une certaine influence. En particulier, ils incitent la mise au point de mesures complémentaires destinées à encourager la spécialisation et la rationalisation, en réservant certaines facilités de production à tel ou tel pays.

Quelle que soit la forme que l'intégration économique de l'Amérique latine revêtira dans les années à venir, elle aura peut-être des incidences défavorables sur le commerce canadien, mais, en augmentant le pouvoir d'achat, elle créera aussi de nouvelles occasions et de nouveaux défis pour les relations commerciales et économiques du Canada avec ces pays.

Commerce bilatéral

Le Canada applique déjà la clause de la nation la plus favorisée à chacun des pays de cette région, soit par des accords commerciaux directs, soit en vertu du GATT. A Caracas, la mission a signé le renouvellement annuel du modus vivendi qui existe entre le Canada et le Venezuela. A Bogota, il a été convenu de l'opportunité de conclure entre le Canada et la Colombie, dès que ce sera possible, un accord commercial direct qui remplacerait le traité britannique, lequel régit les relations commerciales des deux pays depuis longtemps.

Le commerce du Canada avec l'ensemble des pays de l'Amérique latine en 1967, soit des exportations pour 337 millions de dollars et des importations pour 418 millions, se situe à un niveau d'une faiblesse décourageante, surtout au regard du commerce du Canada avec d'autres pays d'outre-mer et du commerce d'autres pays avec l'Amérique latine.

Importations au Canada

Tout en reconnaissant que le système commercial mondial consiste en échanges et paiements multilatéraux, nombre de pays de l'Amérique latine, aux prises avec des déséquilibres commerciaux chroniques, sont forcément portés à se préoccuper surtout de l'état de leur commerce bilatéral avec leurs principaux partenaires commerciaux. Pour cette raison, il est important d'intensifier le commerce entre le Canada et ces pays, dans les deux sens et à des niveaux supérieurs aux niveaux actuels, et de créer les occasions qui rendront cette expansion possible.

On a fait bien comprendre aux divers gouvernements de l'Amérique latine que le marché canadien, à tout prendre, est ouvert à la concurrence, n'imposant que de rares restrictions aux importations et peu ou pas de droits d'entrée sur bon nombre des produits intéressant les pays de l'Amérique latine, ce qui donne champ libre à leurs initiatives en matière d'exportation. On a également fait valoir que le Canada accueillerait favorablement tout effort dynamique de la part des producteurs et exportateurs latino-américains - tant de produits classiques tels que le café, que de nombreux autres produits - visant à augmenter, à promouvoir et à diversifier leurs ventes sur le marché canadien. Le Canada a tout intérêt à examiner si, dans le cadre de ses initiatives globales multilatérales, il peut faire autre chose pour encourager et appuyer cet effort. Peut-être les personnes qui s'occupent, au Canada, de la stimulation du commerce d'exportation pourraient-elles collaborer avec les autorités latino-américaines désireuses de commercialiser leurs marchandises de façon plus avantageuse sur le marché canadien?

La structure traditionnelle du commerce extérieur, la réalité géographique et l'état actuel des moyens d'expédition maritime font qu'une grande partie des exportations latino-américaines vers le Canada, en matière de produits de base tels que le café et les bananes, sont d'abord destinées à des grands marchés de denrées, New York, par exemple. C'est une caractéristique du commerce du Canada avec l'Amérique latine qui fait que le Canada, en tant que marché pour l'écoulement des produits de cette région, est peut-être méconnu et qu'il n'est pas suffisamment exploité. La mission est convenue qu'il y aurait intérêt à étudier la possibilité, sur le plan économique, de faciliter l'envoi direct au Canada des produits de l'Amérique latine.

A quelques exceptions près, les pays de l'Amérique latine ont de grandes possibilités d'augmenter leurs recettes en devises étrangères dans le domaine du tourisme. Le Mexique, par exemple, retire actuellement 8 à 10 millions de dollars des séjours de touristes canadiens, mais cela ne représente néanmoins qu'une faible partie de toutes les dépenses des touristes

canadiens à l'étranger. La mission a laissé entendre que, si les pays latino-américains faisaient valoir davantage leurs attraits touristiques auprès du Canada, ils obtiendraient peut-être ainsi une plus grande part des dépenses des touristes canadiens. On a signalé que le Bureau de tourisme du gouvernement canadien et les offices du tourisme des pays de l'Amérique latine pourraient bien unir leurs efforts à cette fin.

Exportations canadiennes

La mission a indiqué que le Canada désirerait voir augmenter ses exportations actuelles en Amérique latine, c'est-à-dire des marchandises traditionnelles telles que le papier journal, l'amiante, les pièces d'automobiles, l'aluminium, et les voir accompagnées d'autres produits canadiens importants, notamment le blé. L'Amérique latine est déjà un grand débouché commercial pour l'écoulement de ces produits et elle est susceptible d'en devenir l'un des marchés les plus importants du monde.

La mission a discuté de la possibilité qu'il peut y avoir de vendre du blé canadien à plusieurs pays. Dans une certaine mesure, le Brésil, le Venezuela, la Colombie, le Pérou, le Chili, la Guatemala et le Costa Rica importent du blé à titre commercial et, dans quelques cas, à la faveur de crédits. On prévoit que ces discussions devraient aider la Commission canadienne du blé à augmenter la part canadienne des ventes de blé à ces marchés importants. La mission espère que le gouvernement tiendra dûment compte de la situation des pays latino-américains dans la révision qu'il a entreprise de sa politique de crédits en matière d'exportation de blé.

La mission a également discuté dans divers pays de la façon dont les ventes canadiennes de produits tels que le papier journal et les pièces d'automobiles pourraient être touchées par l'intégration économique de l'Amérique latine. La production du papier journal au Chili et en d'autres pays et l'établissement en Amérique latine d'usines d'automobiles et d'autres fabriques de produits industriels par de grandes sociétés internationales, entraîneront, compte tenu des tarifs préférentiels de la région, une concurrence plus forte pour les exportations canadiennes sur ces marchés. La mission a reconnu que l'intégration régionale pourrait entraîner un certain protectionnisme en matière de production locale, mais elle a tenu à attirer l'attention sur l'importance, tant pour le Canada que pour l'Amérique latine, de maintenir des débouchés, à des conditions raisonnables, pour les produits canadiens compétitifs.

Outre ses exportations classiques, le Canada est nettement en mesure de prendre une part beaucoup plus active au développement économique et industriel des pays de l'Amérique latine. Les ressemblances sont nombreuses entre les difficultés d'ordre technique et industriel que le Canada a dû surmonter au cours de sa propre expansion continentale et celles auxquelles font face actuellement les pays d'Amérique latine. Dans nombre de ces secteurs, l'industrie et la technique canadiennes ont atteint des normes élevées et une grande capacité de production.

Le commerce d'exportation canadien de l'avenir devra accorder beaucoup d'importance à la technologie avancée et à la spécialisation, secteurs de pointe de toute économie moderne.

Aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, principaux marchés extérieurs du Canada, l'industrie canadienne montre clairement qu'elle est à même de faire concurrence aux fournisseurs locaux sur leur propre terrain. Les pays en voie de développement d'Asie et d'Afrique constituent aussi d'importants marchés, mais il s'agit de rapports non commerciaux pour la plupart.

De son côté, l'Amérique latine offre à l'industrie canadienne des occasions particulières de prendre part à la réalisation de projets importants et à l'expansion industrielle, cela sur une base commerciale, dans un climat accueillant et sur un pied d'égalité avec les fournisseurs du monde entier. Il appartient au Canada de s'assurer qu'il pourra profiter de ces occasions.

Ainsi, il existe de vastes secteurs d'activité économique qui seront très avantageux tant pour le Canada que pour les pays de l'Amérique latine et auxquels l'industrie canadienne peut fournir un apport considérable. En voici quelques exemples: télécommunications, services d'ingénieurs-conseils, construction d'aéroports, matériel pour l'exploitation des mines et des forêts et pour la pêche, matériel pour centrales hydroélectriques, installations d'entreposage de céréales, matériel pour lutter contre les incendies de forêt, machines pour les pâtes et papiers, levés aérophotogrammétriques, aéronefs spécialisés, réacteurs nucléaires, matériel de métro, matériel de chemins de fer et matériel pédagogique.

A titre d'exemples, voici quelques secteurs d'activité pour divers pays.

Au Venezuela, la mission a eu de longs entretiens au sujet du métro qui doit être construit à Caracas. Une offre de financement de l'ordre de 75 millions de dollars (E.-U.), faite au nom du gouvernement canadien, a été approuvée. On espère que, lors de l'ouverture des soumissions en 1969, les sociétés canadiennes pourront obtenir une part importante des contrats relatifs à la construction du métro de Caracas. En Argentine, au Brésil et au Mexique, il existe aussi des possibilités pour le Canada de vendre du matériel de métro, et la mission a obtenu tous les renseignements voulus sur ces projets et sur les conditions de financement qui s'y rattachent.

Toujours au Venezuela, la mission a examiné la possibilité pour le Canada de prendre part à la construction d'aéroports, à la réalisation de travaux d'adduction d'eau dans les villes, à la pose de canalisations, à la construction d'usines pétrochimiques et d'usines de pâtes et papiers et à la réalisation de nombreux autres projets de développement économique.

La plupart des pays visités ont établi des plans visant à augmenter considérablement la capacité de production d'énergie électrique, ce qui devrait créer des débouchés pour la vente de matériel et de services canadiens. En Argentine, la Société d'assurance des crédits à l'exportation a confirmé sa décision de financer la fourniture de matériel et de services destinés à El Chocon, grand aménagement hydroélectrique, dans les cas où les soumissions des exportateurs canadiens l'emporteront. En outre, la mission a eu des entretiens portant sur des points particuliers, relativement aux centrales de Barranquilla et d'Alto Anchicaga, en Colombie, et à d'autres centrales hydroélectriques ou thermiques situées au Brésil, au Chili et au Mexique.

Les autorités mexicaines ont aussi expliqué leurs plans en vue de développer l'élevage, l'exploitation des forêts et des mines et elles ont laissé entendre que la participation des spécialistes canadiens pourrait être utile dans ces domaines.

Le gouvernement du Chili s'est montré intéressé par la fourniture de matériel contre les incendies de forêts et des discussions ont eu lieu sur la possibilité que des sociétés canadiennes fournissent du matériel pour la lutte, aérienne et terrestre, contre ces incendies.

L'aménagement de la Plata, qui intéresse l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay, a fait l'objet d'un examen général avec la Société nationale de développement, en Argentine. Cet important projet, qui nécessitera encore un long travail de planification, offre d'ores et déjà des possibilités aux ingénieurs-conseils du Canada et permettra, plus tard, la fourniture de matériel canadien.

La mission a étudié les projets du Brésil, de l'Argentine, du Mexique et du Chili en vue de la mise en place de centrales d'énergie nucléaire et en a conclu que c'est un domaine où il existe de réelles possibilités pour la vente de matériel canadien.

Au Costa Rica, la mission a reçu des propositions concernant quatre nouveaux projets bien définis que le Canada serait peut-être désireux de financer, en plus d'autres projets qui sont déjà en voie de réalisation.

L'International Nickel Company du Canada entreprend de mettre à exécution des projets d'exploitation des mines de nickel du Guatemala en y investissant une somme de l'ordre de 150 millions de dollars. La mission a discuté de ce projet au Guatemala, et on s'attend que les opérations de l'I.N.C.O. fournissent l'occasion aux sociétés canadiennes de faire des soumissions pour la fourniture d'une partie du matériel qu'exigera ce projet.

Les télécommunications sont un autre domaine d'un intérêt tout particulier pour les planificateurs d'Amérique latine, et des entretiens se sont tenus dans plusieurs pays relativement à la possibilité pour le Canada d'y jouer un rôle. Au Chili, l'Agence canadienne de développement international fournit 4.2 millions de dollars en vue de financer l'expansion du

réseau national de télécommunications. Entre autres projets immédiats, on pourrait mentionner l'appel d'offres internationales concurrentielles en vue de la construction d'un réseau de télécommunications pour l'Amérique centrale. Ce projet est d'une grande importance pour le développement économique de l'Amérique centrale et la mission a pu discuter à fond de la portée de ce projet tant au Guatemala qu'au Costa Rica.

L'expérience du Canada en matière d'entreposage et de transport des céréales n'a pas été sans intéresser quelques-uns des pays latino-américains, et l'Argentine aussi bien que le Brésil ont demandé des renseignements précis sur la possibilité d'obtenir, de la part du Canada, du matériel et de l'assistance technique dans ce domaine.

A la suite de discussions tenues au Pérou, qui ont révélé qu'il existait des possibilités pour le Canada de vendre des biens d'équipement et des produits agricoles, la mission a annoncé que le Canada prendrait part à la Foire commerciale internationale du Pacifique qui se tiendra à Lima en 1969. La Banque industrielle du Pérou est désireuse d'obtenir un prêt de la Société d'assurance des crédits à l'exportation qui lui permettrait d'en consentir d'autres aux acheteurs locaux de matériel canadien. En outre, des entretiens ont eu lieu avec le FINEPI (Fonds pour le financement de la mise au point de projets d'investissement), du Pérou, relativement à la vente de matériel canadien pour des projets spéciaux qui pourraient être financés au moyen d'un prêt de \$500,000 déjà consenti par l'ACDI.

Dans le domaine de l'exploitation minière, la possibilité d'une plus grande coopération d'ordre technique a été soulevée. Nombre de pays se sont montrés désireux de profiter des connaissances acquises au Canada en matière d'exploration du sous-sol marin et il est probable que, l'an prochain, quelques pays prendront part à un programme conjoint avec le Canada dans ce domaine. Au moyen d'un prêt de la Société d'assurance de crédits à l'exportation, consenti tout récemment pour des projets d'expansion à longue échéance en Amérique latine, le Canada va participer au programme d'expansion de la société qui produit le plus de minerai de fer au Brésil.

Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses possibilités précises des domaines mentionnés plus haut où il existe un vrai défi pour la participation de toute une gamme de spécialistes, de techniques industrielles et de biens d'équipement du Canada. La mission a exhorté les gouvernements et les institutions des pays visités à considérer le Canada comme un fournisseur compétitif et efficace de ces biens et services. Les institutions de planification et de développement de bon nombre de pays visités se sont engagées à demeurer en rapports étroits avec les conseillers commerciaux du Canada, à mesure que s'élaboreront leurs plans en vue de projets bien définis.

Il est évident, toutefois, que c'est au Canada qu'il incombe de prendre l'initiative à cet égard. Le désir d'agir doit émaner de l'industrie

canadienne et de notre monde des affaires. La mission est convaincue qu'il serait fort rentable pour nos hommes d'affaires d'y prêter davantage d'attention accrue, surtout par des visites plus fréquentes et plus régulières. Non seulement les intéressés doivent-ils tous être conscients et à l'affût des occasions qui se présentent, mais dans bien des cas l'entreprise privée doit continuer de prendre des mesures souples pour coordonner l'activité industrielle de façon à permettre à l'industrie canadienne, peut-être sous la forme de consortiums, d'obtenir des contrats pour la réalisation de projets de grande envergure.

Financement des exportations

En Amérique latine, les conditions de financement et les facilités de crédit peuvent jouer un rôle aussi décisif dans l'adjudication des contrats que le coût, la qualité et les délais de livraison. Ces pays doivent établir des priorités, vu leurs maigres ressources financières, et les fournisseurs étrangers sont de plus en plus disposés à offrir des conditions de crédit intéressantes. Les conditions de financement dont disposent les fournisseurs et les exportateurs canadiens doivent donc conserver leur caractère compétitif et pouvoir toujours rivaliser avec celles de nos concurrents.

Il est un besoin tout particulier en matière de financement qui est devenu de plus en plus évident aux yeux de la mission. Il s'agit du désir des pays importateurs d'Amérique latine de recevoir de l'aide financière pour couvrir une partie des frais encourus sur place pour la réalisation de leurs projets. Entre autres raisons invoquées pour justifier cette exigence, on a fait valoir que la mise en oeuvre de ces projets entraîne de nouvelles importations, qui ne sont pas rattachées directement à ces projets mais qui en découlent. Puisque d'autres pays fournisseurs sont disposés à fournir au moins une partie de ces besoins de financement, le Canada devrait accorder beaucoup d'importance à l'étude de cette question dans la révision de sa politique en matière d'exportation.

Il a aussi semblé à la mission que l'aptitude des sociétés canadiennes qui investissent dans les pays en voie de développement à obtenir des assurances-investissements pourrait présenter de l'intérêt pour certains pays d'Amérique latine.

De l'avis de la mission, on devrait réviser avec soin toute la gamme des méthodes et des conditions de financement du gouvernement canadien, afin d'établir si de nouvelles améliorations s'imposent, à la lumière de la situation existant en Amérique latine.

Affaires culturelles

Généralités

La mission représentait le premier effort d'envergure tenté à l'échelon gouvernemental pour établir des contacts réels avec l'Amérique latine dans le domaine culturel. Grâce à la présence de représentants de divers organismes culturels canadiens, notamment le Conseil des Arts, Radio-Canada, l'Office national du Film, la Galerie nationale, ainsi qu'à celle des diplomates chargés de la diffusion à l'étranger de la culture canadienne, la mission a pu, dans chacun des pays visités, communiquer avec un grand nombre d'organismes et de personnalités dans tous les secteurs de la vie culturelle et dresser rapidement un premier bilan préliminaire des possibilités d'échanges. En outre, la mission a pu discuter de ces questions à l'échelon intergouvernemental, à l'occasion de rencontres avec les divers ministères intéressés.

La mission a reçu partout un accueil enthousiaste. Ses interlocuteurs étaient généralement très agréablement surpris de découvrir que, dans l'esprit des Canadiens, ces rapports avec l'Amérique latine devaient comprendre tout ce qui a trait aux échanges culturels et intellectuels, domaine qui leur tient particulièrement à coeur et dans lequel ces pays ont beaucoup à offrir. Conscients de leurs anciennes et riches traditions et des valeurs spirituelles sur lesquelles elles reposent, ces peuples s'efforcent de les concilier avec les exigences de leur développement matériel. Dans ce contexte, la volonté de la mission d'établir avec eux un début de coopération culturelle apparaît donc comme particulièrement importante pour assurer le succès de la politique générale de rapprochement entre le Canada et l'Amérique latine.

La mission a pu constater que l'existence de maintes affinités avec les peuples de l'Amérique latine, demeurées inexploitées jusqu'à maintenant, facilitait l'établissement de relations plus étroites. Il y a d'abord l'héritage culturel qui tire son origine des premiers habitants des deux parties du continent américain. De plus, à l'instar des peuples de l'Amérique latine, la plupart des Canadiens sont les héritiers des traditions chrétiennes et de la civilisation gréco-latine; ils participent à la latinité par le biais de sa culture française; ils sont de ce continent comme eux et ils attachent également une grande importance à maintenir de solides liens avec l'Europe. Bref, les Canadiens sont par beaucoup d'aspects très solidaires de ces pays.

Les considérations précédentes permettent de mieux situer les circonstances dans lesquelles s'inscrivait la démarche de la mission et d'expliquer en partie les réactions très favorables que celle-ci a suscitées. Compte tenu des objectifs de la mission, qui étaient d'examiner les domaines possibles d'une coopération culturelle plus large et profonde, les résultats obtenus paraissent excellents. On voit déjà mieux dans quel sens il faudrait orienter l'action canadienne, vers quel domaine faire porter nos efforts, de quelles ressources il nous faudrait disposer pour mettre en oeuvre un programme valable d'échanges culturels.

On pourrait signaler ici les aspects les plus intéressants et importants sur lesquels il conviendrait de mettre l'accent.

Echanges universitaires et scientifiques

Il y a d'abord les échanges universitaires où les besoins des pays d'Amérique latine sont énormes, particulièrement dans les secteurs des sciences pures et appliquées, des sciences humaines et de la technologie. Satisfaits par les renseignements que la mission leur a fournis, tous ces pays ont exprimé le désir d'envoyer un plus grand nombre de leurs étudiants se spécialiser dans les universités canadiennes au niveau post-gradué. Déjà un grand nombre de leurs ressortissants se dirigent par milliers vers les universités américaines ou européennes, le plus souvent à leurs propres frais, ou grâce à des bourses de leur propre pays ou à des bourses des pays invitants. Ces étudiants seraient souvent heureux de venir plutôt au Canada s'ils savaient qu'ils peuvent y trouver un enseignement d'aussi bonne qualité qu'ailleurs et s'ils connaissaient les diverses bourses canadiennes déjà disponibles.

En sens inverse, ces pays comptent nombre d'institutions d'enseignement supérieur ou de recherche qui ont beaucoup à offrir et qui seraient heureuses d'accueillir des professeurs ou des chercheurs canadiens.

Sur le plan universitaire, certaines universités ou institutions de recherche aimeraient entreprendre des programmes de recherche en collaboration avec des institutions canadiennes dans des domaines aussi divers que ceux de l'agriculture, des mines, des sciences de base, des sciences nucléaires, des sciences humaines, de l'archéologie, de l'anthropologie, etc.

Les échanges en sciences pures et appliquées, en sciences technologiques et sciences humaines soulèvent aussi beaucoup d'intérêt dans certains de ces pays. C'est ainsi qu'un accord scientifique lie le Canada au Brésil, depuis septembre dernier, mais déjà, comme la mission a pu le constater, ce pays souhaite en élargir les termes et lui donner plus d'importance. Le Mexique et l'Argentine aimeraient également passer des accords avec nos organismes scientifiques. Ces pays ont des programmes de recherche auxquels ils aimeraient intéresser le Canada.

Les arts

Dans le domaine des arts, on peut dire que les pays visités ont souvent encore beaucoup à offrir au Canada. Pour ce qui est de l'art des époques précolombienne, coloniale ou moderne, les richesses qu'on trouve là-bas sont énormes et les musées le plus souvent de très grande qualité. Bref, on peut s'attendre que des initiatives soient bientôt prises pour qu'il y ait des échanges d'expositions d'oeuvres d'art. Mais il est souhaitable d'échanger également des experts en art, en antiquité, etc. Les arts d'expression offrent aussi un vaste champ de coopération,

certains de ces pays possédant des centres d'art et des salles de toute première qualité ainsi que des organismes prêts à accueillir les artistes canadiens. De plus, leurs artistes ont beaucoup à offrir aux auditoires du Canada.

Cinéma, radio et télévision

Dans le domaine du cinéma et de la radio-télévision, les perspectives sont également intéressantes. Déjà, l'Office national du Film et Radio-Canada organisent dans plusieurs de ces pays d'importants programmes. Les échanges proprement dits sont beaucoup plus limités, mais les possibilités de les augmenter paraissent assez bonnes. Des possibilités de signer des accords de co-production se sont manifestées dans les pays comme le Brésil et le Mexique. Il est un domaine notamment où l'expérience canadienne a soulevé beaucoup d'intérêt à peu près partout: celui de la télévision et du cinéma éducatifs. C'est encore un secteur très nouveau où les experts et le matériel canadiens seraient accueillis favorablement.

Echanges de personnes

De façon générale, la mission a pu constater que les échanges de personnes dans tous les domaines, y compris celui des échanges de stagiaires techniques et celui des échanges de jeunes, semblent être l'un des moyens les plus intéressants de faciliter dans les secteurs de priorité, une meilleure connaissance réciproque du Canada et de l'Amérique latine.

Programme pour l'avenir

Dans l'immédiat, la question la plus importante paraît être la mise au point d'un système d'échanges de renseignements sur les ressources, les besoins et les priorités existant de part et d'autre, et les moyens les plus efficaces d'en tenir compte pour organiser la coopération culturelle entre les pays latino-américains et le Canada. Peut-être y aurait-il lieu d'échanger des missions culturelles à cet effet. L'idée a été suggérée et a paru susciter beaucoup d'intérêt de part et d'autre. Une fois les premières dispositions prises à cet égard, il sera beaucoup plus facile de mettre au point des programmes plus spécifiques. Tel est l'esprit dans lequel la mission entend soumettre un certain nombre de recommandations au gouvernement dans un secteur où il n'est plus possible d'être absent, si l'on entend donner vraiment substance à nos relations avec l'Amérique latine. Toutefois, il demeure évident que la disponibilité des ressources nécessaires conditionnera la réalisation de progrès véritables dans ce domaine.

Information

En raison du temps dont elle disposait pour chaque pays visité, la mission n'a pas été en mesure d'étudier à fond la situation relative à l'information sur le Canada. Toutefois, elle a pu se rendre compte que, de façon générale, la situation est celle qui a été décrite plus haut. Aussi bien à cet égard qu'en ce qui concerne les renseignements sur l'Amérique latine mis à la disposition des Canadiens, l'équipe spéciale examine les mesures qui pourraient être prises pour augmenter la diffusion de renseignements de part et d'autre.

V. CONCLUSION

Le groupe spécial

Pour terminer le travail qu'il a accompli en matière de révision de la politique canadienne envers l'Amérique latine, le groupe spécial composé des fonctionnaires qui faisaient partie de la mission ministérielle est maintenant en train d'examiner ses constatations. D'ici quelque temps, il fera des recommandations au gouvernement par la voix des ministres qui dirigeaient la mission.

Mesures possibles et solutions de rechange

L'objectif du groupe spécial est d'établir les moyens les plus pratiques et les plus appropriés de raffermir nos relations avec l'Amérique latine. Il examine pour cela tant les possibilités actuelles que les solutions politiques à plus long terme. Les pages précédentes décrivent certaines possibilités présentes et futures. On trouvera ci-après l'exposé des grandes lignes de conduite possibles dont le groupe spécial poursuit actuellement l'étude.

Relations politiques

Dans le domaine politique, il y a la question de savoir si le Canada devrait prendre bientôt la décision de demander à être admis à l'OEA. Par ailleurs, le gouvernement canadien pourrait juger que, avant de songer sérieusement à prendre cette grande décision d'ordre institutionnel, le Canada aurait tout intérêt à établir des relations bilatérales avec tous les Etats latino-américains ou avec un groupe choisi d'entre eux et à prendre une part plus grande à l'activité des associations interaméricaines et régionales au sein desquelles le Canada est en mesure de travailler efficacement.

Dans l'un ou l'autre cas, il devrait y avoir des consultations plus fréquentes et plus étroites avec les pays d'Amérique latine quant aux affaires politiques internationales et à celles qui concernent l'hémisphère.

Relations commerciales et économiques

En vue d'exploiter pleinement les possibilités commerciales et économiques que la mission a constatées, il faudra procéder à une révision générale des méthodes employées actuellement dans de nombreux domaines, ce qui permettra de raffermir et d'intensifier le commerce bilatéral avec l'Amérique latine. Parmi les questions qui devront être étudiées figurent les moyens:

d'améliorer la consultation et la coopération intergouvernementale avec l'Amérique latine sur des questions d'intérêt commun, de nature bilatérale aussi bien que multilatérale, notamment les accords sur les produits de base, la libéralisation du commerce, etc.;

d'aider les pays de l'Amérique latine à profiter des débouchés qui existent pour leurs exportations sur le marché canadien, de façon à augmenter le pouvoir d'achat de ces pays (cela comprend l'examen des possibilités d'expédier les produits de l'Amérique latine directement au Canada;

d'accroître les facilités de financement du Canada pour l'exportation, et éventuellement de créer des facilités de garantie pour les investissements, domaines qui sont d'une grande importance, ou qui le deviendront, pour le développement de l'Amérique latine et la croissance industrielle du Canada;

d'aider plus efficacement les exportateurs et investisseurs canadiens à découvrir, voire à créer les occasions de participer à des projets de développement économique et d'industrialisation en Amérique latine;

d'améliorer les facilités de crédit pour la vente de blé à l'Amérique latine, là où des conditions un peu plus avantageuses que les simples conditions commerciales seraient peut-être nécessaires; et

de faciliter les opérations des sociétés d'études techniques et d'ingénieurs-conseils du Canada dans les pays latino-américains.

Aide au développement

Dans le domaine de l'aide, il s'agit d'abord de savoir si, dans le cadre de ses programmes d'assistance dont l'importance s'accroît actuellement, le Canada devrait augmenter son apport à l'Amérique latine et ce, dans quelles proportions. La façon de dispenser cette aide doit être étudiée, elle aussi. Cette question implique l'étude des relations futures du Canada avec la Banque interaméricaine de développement, qui dirige le programme canadien d'aide au développement en Amérique latine. Le Canada devrait-il aider directement certains pays à réaliser certains projets particuliers ou favoriser plutôt les projets entrepris à l'échelon régional. Si des programmes d'assistance technique à l'Amérique latine étaient institués, devraient-ils être multilatéraux, bilatéraux ou les deux? D'autre part, le nouveau programme d'aide aux établissements privés peut s'appliquer à l'Amérique latine; le SUCO et le SACO pourraient étendre encore les activités qu'ils exercent déjà dans les pays latino-américains.

Coopération scientifique

La coopération scientifique déjà commencée avec l'Amérique latine pourrait être élargie. Il est aussi question de collaborer avec certains Etats de cette région dans le domaine nucléaire. Bon nombre de pays d'Amérique latine s'intéressent à ce secteur de coopération.

Relations culturelles

Il semblerait y avoir beaucoup de place pour des échanges culturels plus nombreux avec l'Amérique latine, que ce soit par des accords culturels avec un ou plusieurs pays, si cela est réalisable, ou par des arrangements moins officiels au niveau des gouvernements ou à celui des institutions. Des échanges culturels accrus bénéficieraient tant au Canada qu'aux pays latino-américains, non seulement en ce qui concerne le théâtre et les arts d'interprétation, mais aussi dans des disciplines telles que les sciences pures et appliquées et les sciences sociales.

Déplacements des personnes

On se demande de façon générale, quelles mesures pourraient être prises pour faciliter le mouvement des personnes entre le Canada et l'Amérique latine et quelles sont les possibilités de coopération en matière de publicité touristique.

Information

On se demande aussi s'il y aurait lieu d'envisager une nouvelle initiative gouvernementale dans le domaine de l'information ou s'il existe d'autres moyens d'accroître les échanges de renseignements entre les pays d'Amérique latine et le Canada.

Représentation officielle du Canada en Amérique latine

L'équipe spéciale constate également que, même si le Canada est représenté dans quatorze des vingt pays d'Amérique latine, la représentation actuelle des missions canadiennes dans chacun de ces pays est réduite au minimum. Si l'on veut vraiment créer des liens plus étroits avec l'Amérique latine, il sera sans doute nécessaire de prendre les mesures voulues pour renforcer la représentation officielle du Canada dans la région et, en outre, d'examiner attentivement les besoins des missions en matière de services, afin qu'elles puissent appuyer efficacement les activités du gouvernement canadien.

Contribution de personnes et de groupes non gouvernementaux à la formulation des politiques

On signale de nouveau qu'avant de procéder à la révision de sa politique envers l'Amérique latine, le gouvernement aimerait consulter, dans la mesure du possible, les groupes et personnes intéressés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parlement. Les mesures y relatives sont d'ailleurs indiquées à la page 5 du présent rapport. Ce dernier a été rédigé, déposé au Parlement et rendu public en vue de permettre aux députés et autres personnes intéressées de réfléchir sur les questions à l'étude et à contribuer à l'élaboration d'une politique.

ANNEXE I

Le tableau suivant indique la représentation diplomatique du Canada dans les pays de l'Amérique latine, par pays:*

<u>Pays</u>	<u>Représentation</u>
Argentine	Ambassadeur
Bolivie	L'ambassadeur au Pérou y est accrédité.
Brésil	Ambassadeur
Chili	Ambassadeur
Colombie	Ambassadeur
Costa Rica	Ambassadeur
Cuba	Ambassadeur
République dominicaine	Chargé d'affaires; l'ambassadeur au Venezuela y est accrédité.
Equateur	Chargé d'affaires; l'ambassadeur en Colombie y est accrédité.
El Salvador	L'ambassadeur au Costa Rica y est accrédité.
Guatemala	Chargé d'affaires; l'ambassadeur au Mexique y est accrédité.
Haïti	Chargé d'affaires; l'ambassadeur à Cuba y est accrédité.
Honduras	L'ambassadeur au Costa Rica y est accrédité.
Mexique	Ambassadeur
Nicaragua	L'ambassadeur au Costa Rica y est accrédité.
Panama	L'ambassadeur au Costa Rica y est accrédité.
Paraguay	L'ambassadeur en Argentine y est accrédité.
Pérou	Ambassadeur
Uruguay	Chargé d'affaires; l'ambassadeur en Argentine y est accrédité.
Venezuela	Ambassadeur

*Le tableau n'indique que les chefs de mission.

ANNEXE II

Le tableau suivant indique la représentation commerciale du Canada dans les pays de l'Amérique latine, par pays:*

<u>Pays</u>	<u>Représentation</u>
Argentine	Conseiller commercial
Bolivie	Responsabilité du premier secrétaire (commercial) Pérou
Brésil	Conseiller commercial à Rio Délégué commercial à Sao Paulo
Chili	Conseiller commercial
Colombie	Premier secrétaire (commercial)
Costa Rica	Responsabilité du troisième secrétaire (commercial) Guatemala
Cuba	Responsabilité du conseiller commercial, Mexique
République dominicaine	Responsabilité du premier secrétaire (commercial) Puerto Rico
Equateur	Responsabilité du premier secrétaire (commercial) Colombie
El Salvador	Responsabilité du troisième secrétaire (commercial) Guatemala
Guatemala**	Troisième secrétaire (commercial)
Haïti	Responsabilité du premier secrétaire (commercial) Puerto Rico
Honduras	Responsabilité du troisième secrétaire (commercial) Guatemala
Mexique	Conseiller commercial
Nicaragua	Responsabilité du troisième secrétaire (commercial) Guatemala
Panama	Responsabilité du troisième secrétaire (commercial) Guatemala

* Le tableau n'indique que les chefs des services commerciaux.

** Le Chargé d'affaires est un agent du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Paraguay

Responsabilité du conseiller
commercial en Argentine

Perou

Premier secrétaire (commercial)

Uruguay

Responsabilité du conseiller
commercial en Argentine

Venezuela

Conseiller commercial

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20072462 6

DATE DUE

SEP 20 2009

DOCS

CA1 EA 68P66 FRE

Canada. Mission ministerielle en
Amerique latine

Rapport preliminaire de la Mission
ministerielle en Amerique latine c
27 octobre au 27 novembre 1968. --
43205180



60984 81800